

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE****EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT LA « SOCIÉTÉ ANTILLAISE DE PEINTURE PLATRERIE », À OCCUPER TROIS (03) PLACES DE STATIONNEMENT DANS LA RUE DU DOCTEUR CABRE DE LA VILLE, DANS LE CADRE DES TRAVAUX À RÉALISER SUR LE BÂTIMENT SITUÉ ENTRE LA CAISSE D'ÉPARGNE ET LA BOUTIQUE CLUB, À PARTIR DU LUNDI 22 JUIN 2026 JUSQU'AU DIMANCHE 28 JUIN 2026.**

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L-2211-1, L 2212-1 et suivants ;

Vu le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la délibération n°31/2019 du Conseil Municipal du 09 Août 2019 adoptant la tarification pour l'occupation du domaine public communal ;

Considérant la demande formulée en date du 28 avril 2026, par laquelle la « **SOCIÉTÉ ANTILLAISE DE PEINTURE PLATRERIE** », sollicite un arrêté municipal en vue d'occuper trois (03) places de stationnement dans la rue du Docteur CABRE à Basse-Terre, dans le cadre des travaux à réaliser sur le bâtiment situé entre la Caisse d'Épargne et la Boutique CLUB, à partir du lundi 22 juin 2026 jusqu'au dimanche 28 juin 2026 (7 jours calendaires).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1ER : autorise la « **SOCIÉTÉ ANTILLAISE DE PEINTURE PLATRERIE** », à occuper trois (03) places de stationnement dans la rue du Docteur CABRE à Basse-Terre, dans le cadre des travaux à réaliser sur le bâtiment situé entre la Caisse d'Épargne et la Boutique CLUB, à partir du lundi 22 juin 2026 jusqu'au dimanche 28 juin 2026 (7 jours calendaires), comme suit :

Dispositions particulières :

- Ne pas entraver la circulation au-delà du strict nécessaire
- Maintenir l'espace propre avant et après l'intervention
- Respecter les consignes des services municipaux

Pour les véhicules susceptibles d'occuper les places de stationnement, transmettre à la Police Municipale les pièces suivantes :

- Copie de la Carte Grise (pour chaque véhicule)
- Copie de l'Attestation d'Assurance (pour chaque véhicule)

En contrepartie de l'occupation, le bénéficiaire devra s'acquitter d'une redevance définie comme suit : 11m² x 03places x 02€ x 7jrs soit un montant de **QUATRE CENT**

SOIXANTE DEUX EUROS (462.00 €) relatif aux taxes afférentes au droit d'usage du domaine public, payable à la Régie Centrale de l'Hôtel de Ville aux Horaires de Réception ci-après :

LUNDI 08h00 / 11h15 et 13h45 / 15h00

MARDI – JEUDI 08h00 / 15h00

MERCREDI – VENDREDI 08h00 / 11h45

ARTICLE 2 : La « **SOCIÉTÉ ANTILLAISE DE PEINTURE PLATRERIE** » devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique. Elle devra aussi prendre toutes les mesures afin d'assurer la protection et la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubanises, matérialisés, zones interdites et zones autorisées au public, etc. ...)

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter, de son affichage et/ou sa publication.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Directeur des Infrastructures du développement durable du territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Secrétaire Général à l'Organisation, au Projet d'Administration Communale et à l'Agenda 2030 ; Monsieur le Chef de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE ; et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concernent, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de SAINT-CLAUDE.

Certifié exécutoire compte tenu
De sa notification, le 12 JUIN 2026
De son affichage et/ou sa publication, le 12 JUIN 2026
Fait à Basse-Terre, le 12 JUIN 2026

Basse-Terre, le 12 JUIN 2026

P/le Maire, André ATALLAH
Le 3^{ème} Adjoint au Maire
Délégué à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA

P/le Maire, André ATALLAH
Le 3^{ème} Adjoint au Maire
Délégué à la Sécurité Publique,

Jean-François ISSA